



Rexecode

TRÉSORERIE, INVESTISSEMENT ET CROISSANCE DES PME / TPE

Baromètre trimestriel

Mai 2022

Focus

**Difficultés d'approvisionnement et hausses de
prix dans le contexte de guerre en Ukraine**

Principaux résultats

Trésorerie

En moyenne, les dirigeants font part d'une légère détérioration de leur trésorerie au cours des 3 derniers mois et s'attendent à une nouvelle dégradation de celle-ci durant les 3 prochains mois (l'indicateur relatif à l'évolution de la trésorerie future perd 3 points à -13). Ils jugent toutefois leur trésorerie à un niveau confortable en moyenne (76 % la jugent « aisée » ou « normale », une proportion stable sur le trimestre).

Investissement

Les intentions d'investissement fléchissent ce trimestre. 55 % des dirigeants comptent investir cette année, une proportion en baisse sur le trimestre comme sur 1 an (59 % en février dernier). Les dépenses d'investissement restent attendues en hausse mais en net ralentissement. Le renouvellement et la modernisation des équipements demeurent la principale destination de l'investissement, bien que moins cités que lors du trimestre précédent. Viennent ensuite les motifs d'introduction de nouveaux produits ou services et l'extension de la capacité de production. **Le motif environnemental continue de gagner en importance.** Il est désormais cité par 35 % des dirigeants, une proportion en hausse de 12 points par rapport à la période pré-pandémie.

Accès au crédit

Les conditions d'accès au crédit se resserrent légèrement mais restent favorables, que ce soit à court ou moyen terme. La part de dirigeants de PME / TPE qui déclarent rencontrer des difficultés de financement de leur exploitation courante augmente à 16 % (+2 points sur le trimestre) mais reste inférieure aux niveaux observés avant crise. La proportion des dirigeants signalant des difficultés de financement de leurs investissements progresse également, à 18 % (+3 points sur le trimestre), mais reste inférieure à son niveau atteint un an auparavant.

Freins à la croissance

Les difficultés de recrutement restent la première préoccupation des dirigeants, citées par 56% d'entre eux. Les coûts et prix trop élevés représentent le deuxième frein à la croissance et inquiètent de plus en plus les dirigeants (cités par 39 % d'entre eux, soit +7 points par rapport au trimestre précédent), alors que les difficultés d'approvisionnement s'intensifient. 72 % des dirigeants déclarent en rencontrer (dont 22 % jugent qu'elles affectent fortement leur niveau d'activité, contre 18 % au T1). Parmi eux, 70 % rapportent qu'elles se sont accrues au cours des 3 derniers mois et 43 % estiment qu'elles ne se résorberont pas avant au moins 1 an.

Focus Approvisionnements / prix

49 % des dirigeants anticipent un impact fort de la guerre en Ukraine sur leur activité, que ce soit directement *via* leur activité en Ukraine et/ou Russie (7 %) ou indirectement *via* la hausse des prix énergétiques (31 %), des intrants hors énergie (31 %), ou d'autres problématiques d'approvisionnement (32 %). Le conflit en Ukraine exacerbe les tensions sur les approvisionnements et les prix. Les dirigeants sont un peu plus nombreux qu'au trimestre dernier à prévoir d'augmenter leurs prix de vente (61 % vs 58 %) et les salaires de leurs collaborateurs (55 % vs 50 % en février dernier) en 2022. Les dirigeants justifient les hausses de prix majoritairement par la hausse des coûts des intrants hors énergie (80 % d'entre eux) et des prix des produits énergétiques (42 %). Les hausses de prix anticipées pour 2022 sont en nette progression (+5,2 % en moyenne vs +3,8 % il y a 3 mois) et dépassent les hausses de salaires prévues (+2,7 % en moyenne vs 2,2 % il y a 3 mois). Pourtant, face à la forte hausse des coûts hors salaires, **44 % des dirigeants anticipent une dégradation de leur marge nette cette année** (29 % une légère baisse, 15 % une franche baisse), soit 10 points de plus qu'il y a 3 mois. **Un tiers des PME / TPE font part d'un besoin de reconstitution de leurs fonds propres**, dont 15 % estiment que leur niveau exerce une contrainte sévère pour leur développement.

Focus PGE

Parmi les PME / TPE ayant répondu à l'enquête et ayant souscrit un Prêt Garanti par l'État, **plus de la moitié l'ont utilisé en grande partie voire en totalité (54 % contre 52 % en octobre dernier)**. **6 % des dirigeants ont déjà remboursé leur prêt en intégralité** et 8 % comptent le faire d'ici la fin de l'année. Une large majorité (78 %) pensent en revanche l'amortir sur plusieurs années.

SOMMAIRE

01. Résultats de l'enquête

02. Focus – Difficultés d'approvisionnement et hausses de prix dans le contexte de guerre en Ukraine

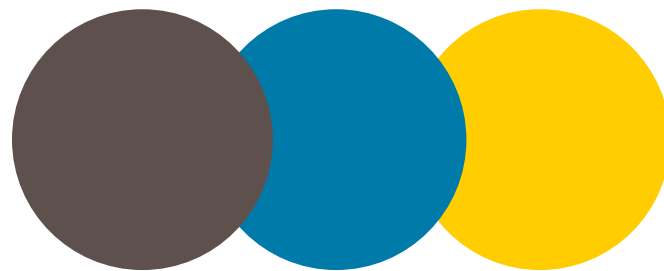
03. Focus – Point sur le Prêt Garanti par l'État

04. Méthodologie

05. Bpifrance Le Lab, Rexecode

01.

Résultats de l'enquête

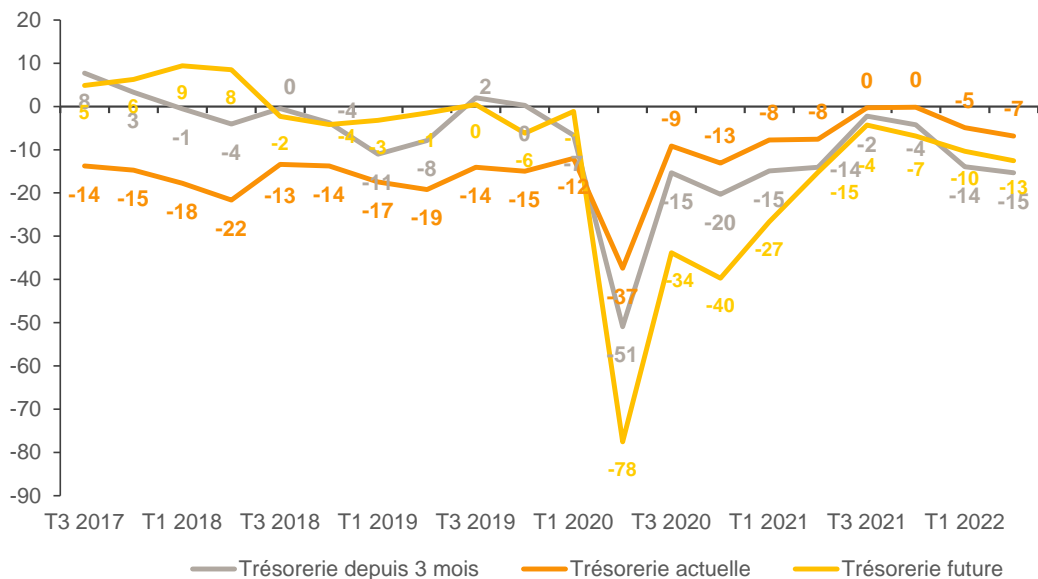


Trésorerie



- Estimez-vous que depuis 3 mois votre situation de trésorerie est... ? en amélioration / stable / en dégradation
- Jugez-vous votre situation de trésorerie actuelle... ? aisée / normale / difficile
- Dans les trois prochains mois, estimez-vous que votre trésorerie sera... ? en amélioration / stable / en dégradation

Solde d'opinion (%)



Base : Ensemble des répondants
Source : Bpifrance Le Lab / Rexecode

Les dirigeants font part d'une légère dégradation de leur situation de trésorerie ces 3 derniers mois, l'indicateur perdant 1 point à -15. Seuls 12 % des dirigeants rapportent une amélioration de leur trésorerie, une proportion en baisse (14 % au trimestre précédent) et bien inférieure à la moyenne historique. 28 % font part à l'inverse d'une dégradation de leur trésorerie, une proportion quasi inchangée. La majorité des dirigeants estiment qu'elle est restée stable (60 %).

En conséquence, les dirigeants sont un peu moins nombreux qu'au trimestre précédent à juger leur trésorerie aisée (17 % après 19 %). L'appréciation de la situation actuelle de trésorerie des PME / TPE par leurs dirigeants demeure à un niveau plus élevé que la moyenne historique de ce solde d'opinion.

Les dirigeants anticipent une poursuite de la détérioration de leur situation de trésorerie à court terme : l'indicateur perd 3 points (à -13).

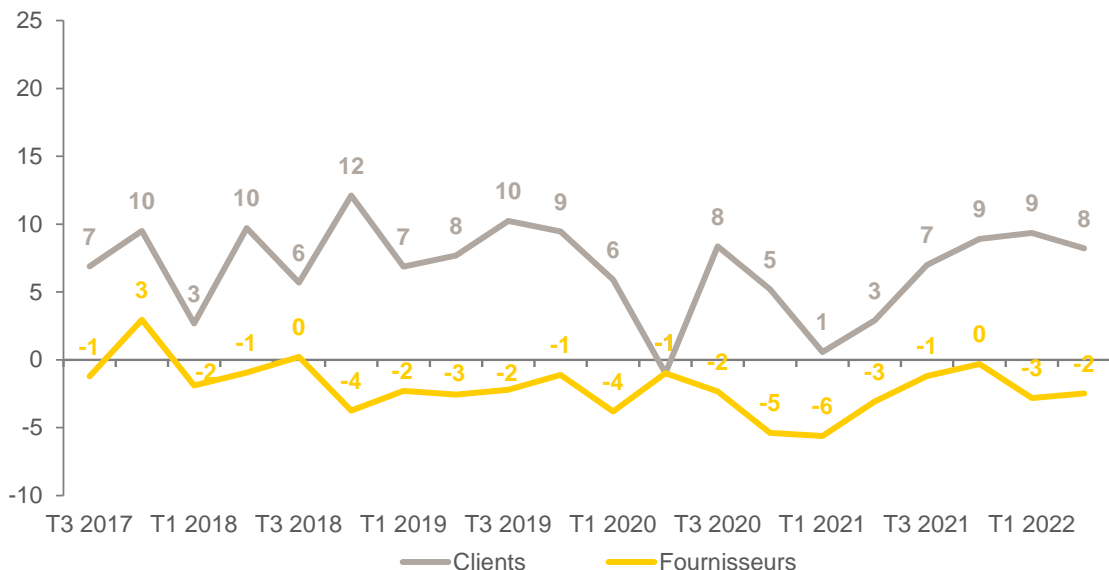
🔥 Les hausses de coûts (matières premières, énergie) subies par de nombreuses TPE / PME semblent peser de plus en plus sur leur trésorerie. Celle-ci reste toutefois jugée à un niveau plutôt confortable en moyenne.

Délais de paiement



- Les délais de paiement de vos clients sont-ils... ?
- Vos délais de paiement vis-à-vis de vos fournisseurs sont-ils... ?
en augmentation / stables / en recul

Solde d'opinion (%)



Les délais de paiements aux fournisseurs comme aux clients sont quasiment inchangés sur le trimestre. Le solde d'opinion sur les délais de paiement fournisseurs gagne 1 point tandis que celui sur les délais clients en perd 1.

👉 Le « solde commercial »* subi par les PME / TPE se réduit légèrement.

Note de lecture : Le solde d'opinion correspond à la différence entre les délais de paiement déclarés en augmentation et ceux déclarés en recul.

Base : Ensemble des répondants

Source : Bpifrance Le Lab / Rexecode

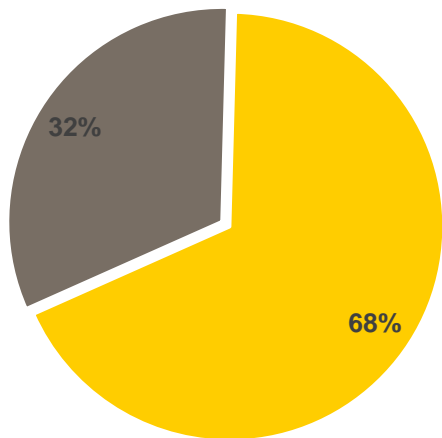
Financement de l'exploitation courante



- Avez-vous rencontré des difficultés auprès des banques ou des organismes de crédit pour assurer le financement de votre exploitation courante ?

La part des PME / TPE qui ont recours au crédit pour financer leur exploitation courante recule à nouveau d'1 point ce trimestre : 68 % d'entre elles ont fait appel à un organisme de crédit pour financer leur trésorerie, soit un niveau inférieur à sa moyenne d'avant pandémie (73 % sur la période T1 2017 – T4 2019).

% des répondants



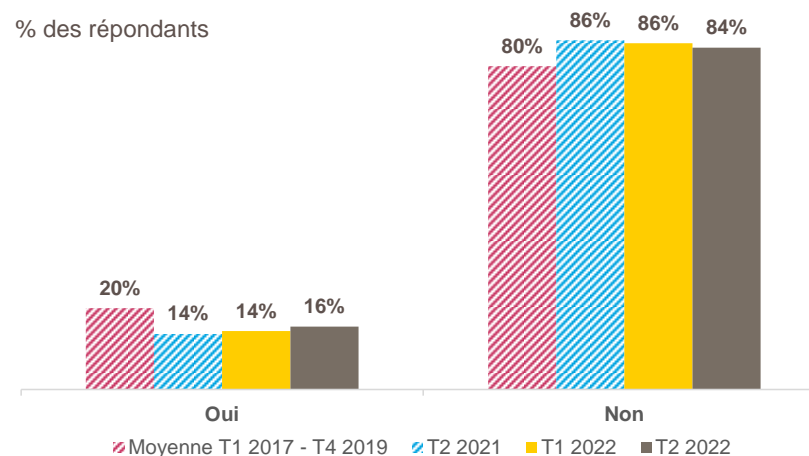
- Aucun recours au crédit de court terme
- Recours au crédit de court terme

Base : Ensemble des répondants
Source : Bpifrance Le Lab / Rexecode

Parmi elles, **16 % des entreprises déclarent avoir rencontré des difficultés d'accès au financement courant**, une proportion certes en légère hausse sur le trimestre et sur 1 an (14 % aux T1 2022 et T2 2021) mais bien plus faible que la moyenne d'avant pandémie observée pour cet indicateur (20 %).

👉 Selon la Banque de France, les demandes de crédit de trésorerie sont restées bien servies au 1^{er} trimestre 2022. Les taux d'obtention sont en particulier bien supérieurs à ceux observés avant crise pour les TPE (0 – 9 salariés)*.

% des répondants



Base : Répondants ayant eu recours au crédit de court terme
Source : Bpifrance Le Lab / Rexecode

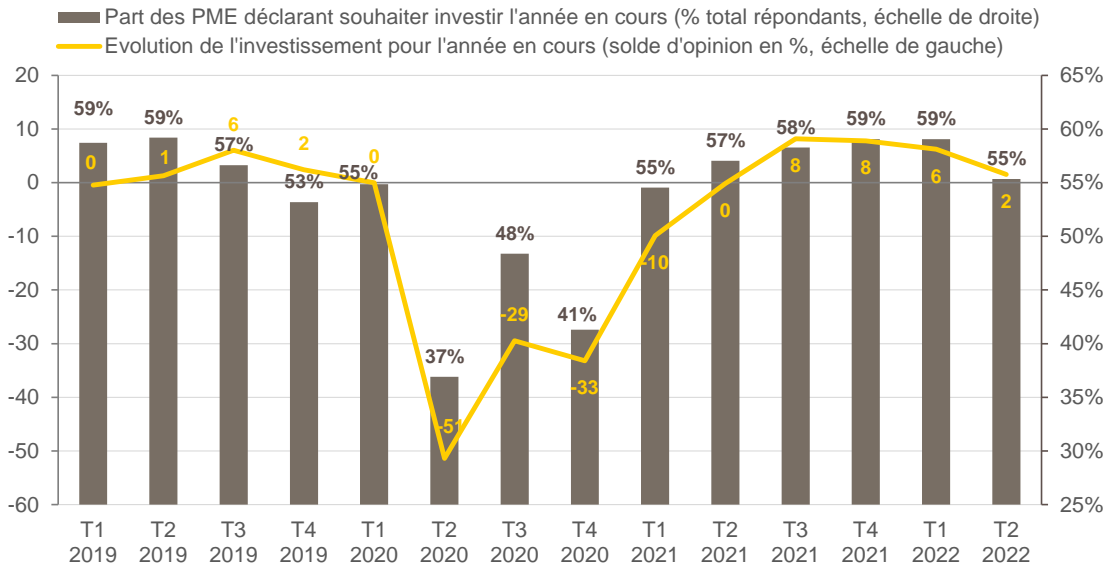
Investissement (1/2)



- Comptez-vous investir cette année ? Oui / Non
- Cette année, estimez-vous que vos investissements sont ou seront... ? En hausse / Stables / En baisse

Solde d'opinion (%)

% répondants



Base : Ensemble des répondants

Source : Bpifrance Le Lab / Rexecode

Au 2^{ème} trimestre 2022, les intentions d'investissement fléchissent : 55 % des dirigeants de PME / TPE comptent investir en 2022, une proportion en baisse sur le trimestre (59 % au T1 2022) et sur 1 an (57 % au T2 2021).

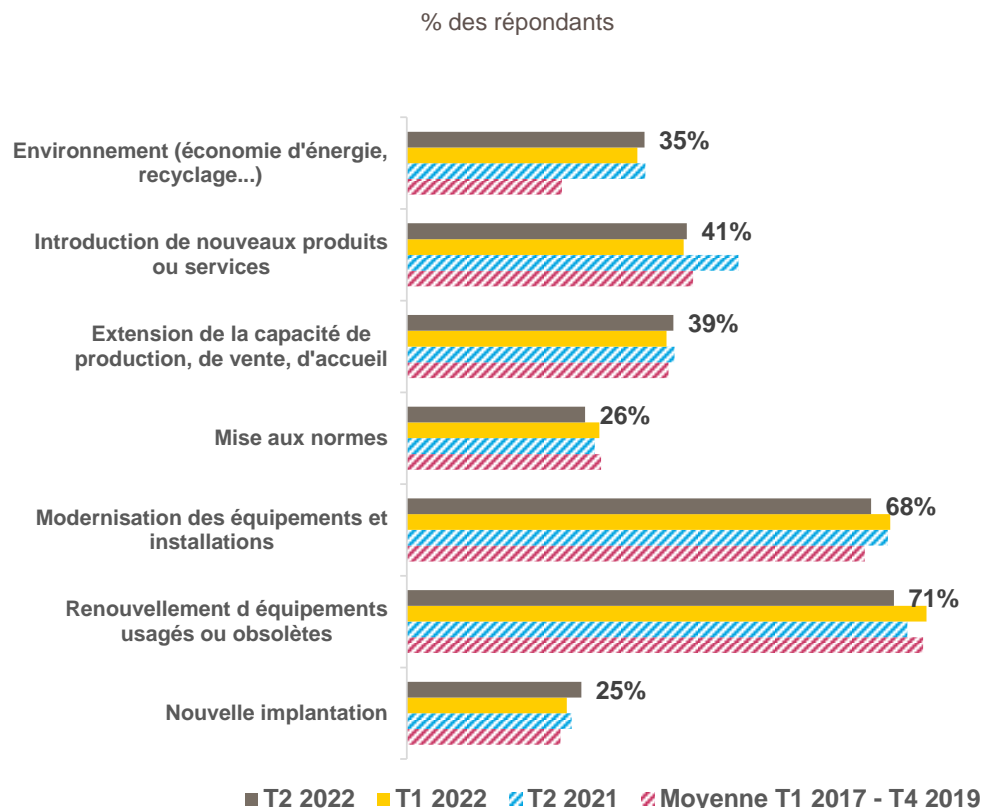
Les dépenses d'investissements restent globalement attendues en hausse mais en net ralentissement. Le solde d'opinion quant à l'évolution des montants investis perd 4 points sur le trimestre à +2. 29 % des dirigeants comptent toujours augmenter leurs dépenses d'investissement mais 27 % anticipent désormais de les réduire (23 % au T1 2022).

👉 L'investissement des PME / TPE semble commencer à pâtir des difficultés d'approvisionnement et des hausses de coûts, qui pèsent sur leur trésorerie et leurs marges, de même que du contexte de ralentissement de l'activité. Selon la Banque de France, l'investissement des entreprises ralentirait ainsi nettement en 2022 * : +2,3 % dans le scénario conventionnel et -0,5 % dans le scénario dégradé, après une hausse de près de 12 % en 2021.

Investissement (2/2)



- Si vous avez investi ou comptez le faire cette année, pour quelle(s) destination(s) ?



Comme habituellement, le renouvellement et/ou la modernisation des équipements et installations sont, de loin, les principales destinations des dépenses d'investissement, mais sont toutefois moins cités qu'au trimestre dernier (par respectivement 71 % et 68 % des PME / TPE comptant investir).

Viennent ensuite l'introduction de nouveaux produits ou services et l'extension de la capacité de production (cités par resp. 41 % et 39 % des dirigeants, des proportions quasi stables sur le trimestre).

Le motif environnemental continue de gagner en importance. 35 % des chefs d'entreprise le citent comme une motivation de l'investissement, une proportion en hausse d'1 point sur le trimestre et nettement supérieure à sa moyenne d'avant crise sanitaire (de +12 points).

Les objectifs de mise aux normes et de nouvelle implantation sont cités par environ un quart des dirigeants ce trimestre.

Base : Répondants comptant investir en 2022

Source : Bpifrance Le Lab / Rexecode

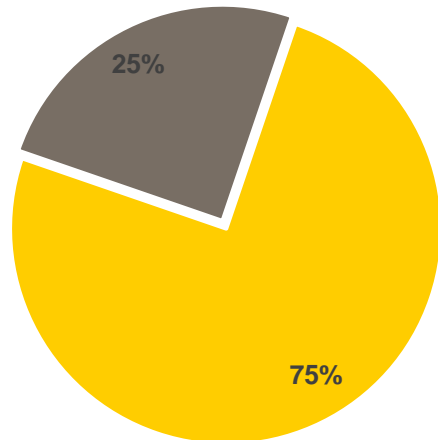
Financement des investissements



- Avez-vous rencontré des difficultés auprès des banques ou des organismes de crédit pour assurer le financement de ces investissements ?

75 % des dirigeants de PME / TPE ayant l'intention d'investir au cours de l'année 2022 ou l'ayant déjà fait auraient recours au crédit pour financer leurs investissements, une proportion en baisse de 3 points sur le trimestre mais identique à celle observée 6 mois plus tôt, bien inférieure à sa moyenne d'avant crise (82 %).

% des répondants



- Aucun recours au crédit d'investissement
- Recours au crédit d'investissement

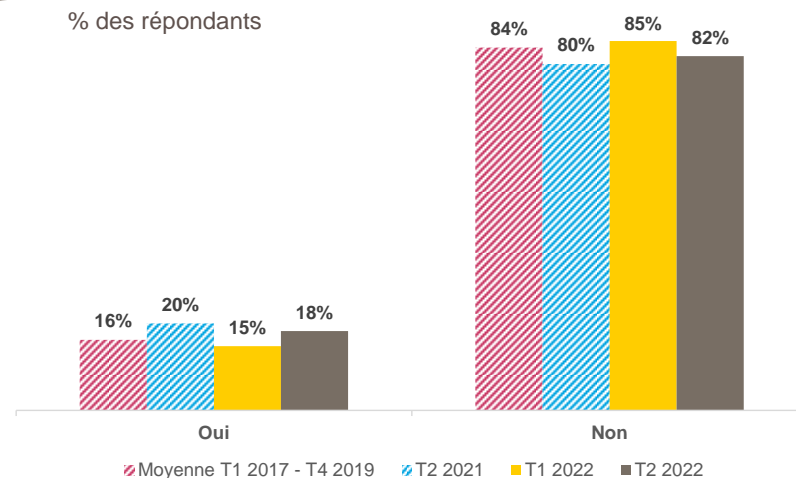
Base : Répondants comptant investir en 2022

Source : Bpifrance Le Lab / Rexecode

Parmi eux, **18 % signalent des difficultés pour financer leurs investissements par les banques et les établissements de crédit.** Cette proportion s'affiche en hausse sur le trimestre (+3 points), mais reste inférieure à celle observée il y a 1 an (-2 points).

✚ En avril, l'enquête trimestrielle auprès des banques sur la distribution du crédit (BLS)* faisait part de conditions d'octroi de crédit en France toujours favorables au 1^{er} trimestre 2022 mais attendues en durcissement au 2^e trimestre.

% des répondants



Base : Répondants ayant eu recours au crédit d'investissement pour financer des investissements en 2022

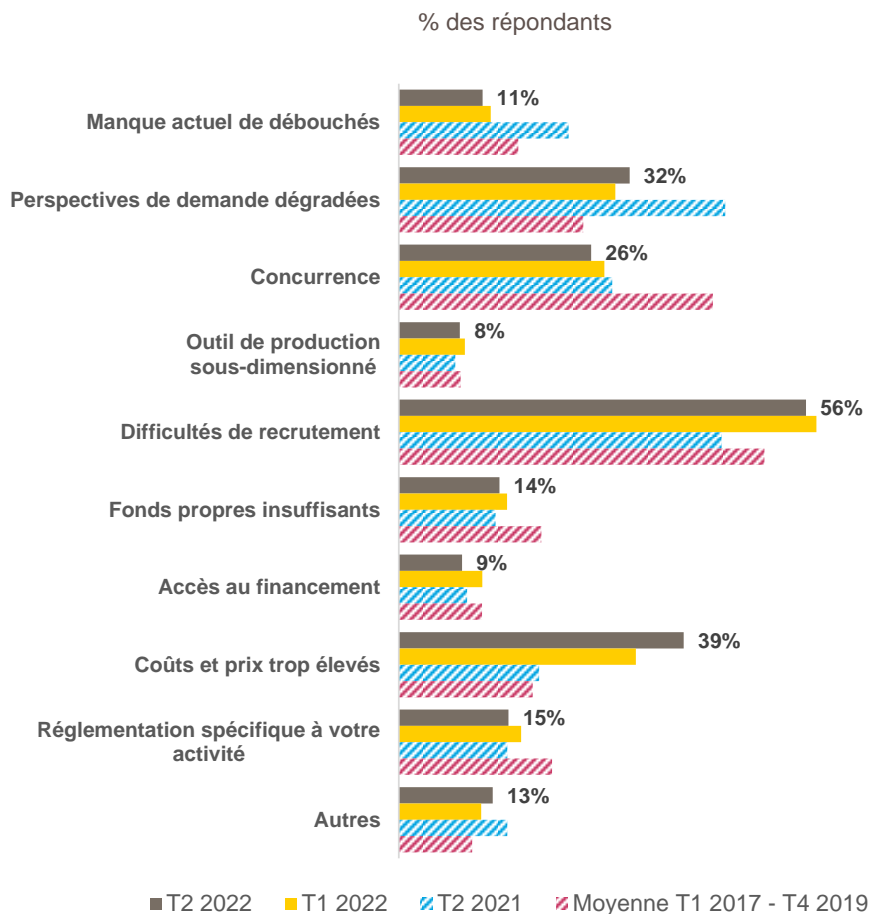
Source : Bpifrance Le Lab / Rexecode

*Voir « [The euro area bank lending survey – First quarter of 2022](#) », BCE

Freins à la croissance (1/2)



- Quels sont selon vous les trois principaux freins à la bonne marche de votre entreprise et au développement de votre activité ?



Même si en léger repli ce trimestre, les difficultés de recrutement demeurent de loin la première préoccupation des dirigeants, citées comme un frein à l'activité par 56 % des dirigeants de PME / TPE (57 % en février dernier).

Les coûts et les prix trop élevés arrivent en deuxième position, en très nette progression sur le trimestre. Ils sont cités par 39 % des dirigeants de PME / TPE (soit +7 points depuis février dernier et +20 points en un an), alors que les difficultés d'approvisionnement se sont intensifiées (cf. slide suivante). En conséquence, les dirigeants comptent partiellement répercuter ces hausses sur les prix de vente; une partie du choc serait absorbée par leurs marges (cf. focus slide 18).

Les contraintes de demande sont moins souvent citées. Les perspectives de demande dégradées contraignent néanmoins toujours l'activité de 32 % des dirigeants, une proportion en hausse de 2 points sur le trimestre mais bien inférieure à celle d'il y a 1 an (45 %), et proche du niveau de fin 2019. Le manque de débouchés est de moins en moins cité comme un frein (11 % des dirigeants).

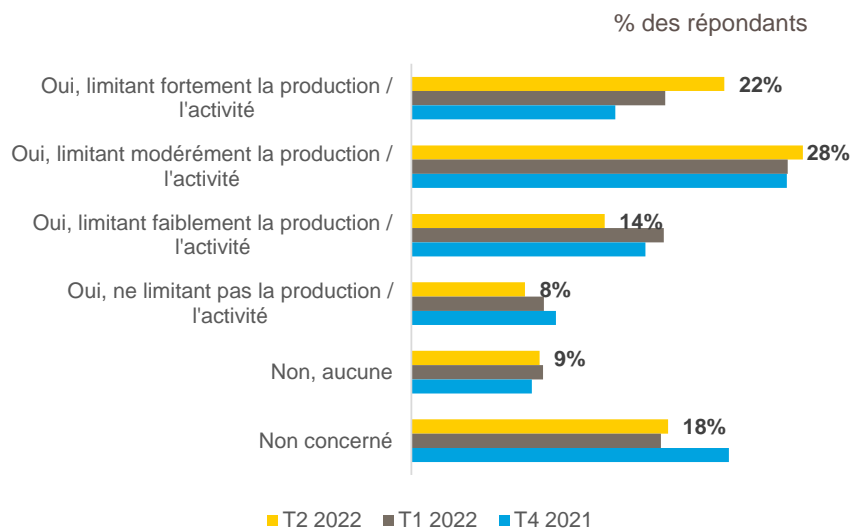
Freins à la croissance (2/2)



- Êtes-vous confrontés à des difficultés d'approvisionnement (hausse de prix des intrants, hausse du coût du transport, allongement des délais de livraison, pénuries, etc.) ?
- Depuis 3 mois, comment ont évolué ces difficultés d'approvisionnement ?
- A quel horizon pensez-vous que ces difficultés d'approvisionnement vont se résorber ?

72 % des répondants font face à des difficultés d'approvisionnement, soit quasiment autant qu'au trimestre précédent (73 % en février dernier). 9 % n'y sont pas confrontés et 18 % se disent non concernés par ces difficultés spécifiques.

Si la part des PME / TPE jugeant que ces difficultés affectent leur activité n'a que peu évolué (64 % contre 63 % au trimestre précédent), la part de celle jugeant qu'elles limitent fortement leur activité a sensiblement augmenté (22 % contre 18 % en février dernier, soit +4 pts).

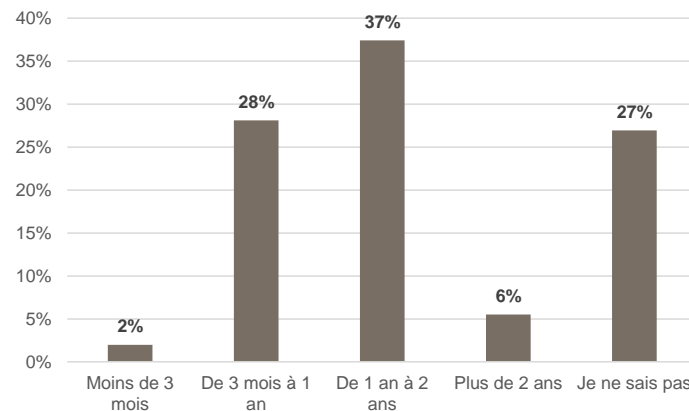


Base : Ensemble des répondants (échantillon redressé)

Source : Bpifrance Le Lab / Rexecode

Parmi les dirigeants confrontés à des difficultés d'approvisionnement, **70 % jugent qu'elles se sont intensifiées au cours des 3 derniers mois, une proportion en nette hausse depuis février dernier (59 %) et proche de celle observée en octobre 2021 (73 %).** Seuls 3 % signalent un relâchement des difficultés d'approvisionnement au cours des 3 derniers mois.

Les dirigeants s'attendent majoritairement à ce que ces difficultés se poursuivent : 43 % d'entre eux pensent qu'elles ne résorberont pas avant au moins 1 an. 30 % des dirigeants anticipent à l'inverse leur résorption d'ici 1 an. 27 % des dirigeants n'ont pas de visibilité.

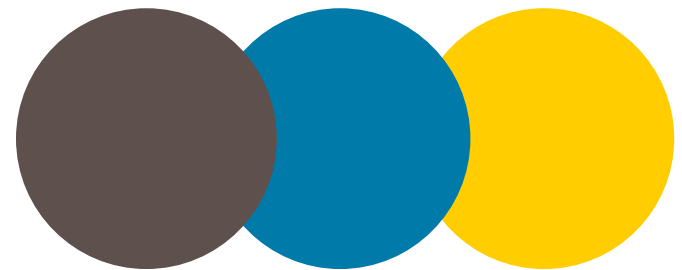


Base : Répondants ayant rencontré des difficultés d'approvisionnement (échantillon redressé)

Source : Bpifrance Le Lab / Rexecode

02.

**Focus – Difficultés
d’approvisionnement
et hausses de prix
dans le contexte de
guerre en Ukraine**

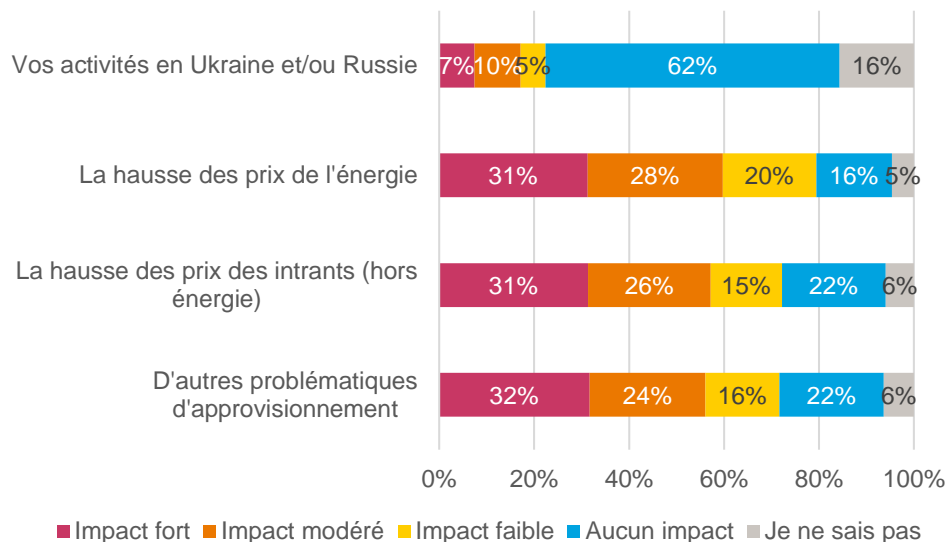


Difficultés d'approvisionnement et hausses de prix (1/5)



- Anticipez-vous un impact négatif du conflit en Ukraine sur votre activité via... ?
- En 2021, à combien estimez-vous approximativement la part du gaz dans vos consommations intermédiaires ?

Impact de la guerre en Ukraine* sur l'activité des PME / TPE via différents canaux



22 % des dirigeants s'attendent à ce que la guerre en Ukraine affecte leur activité directement via leurs activités en Ukraine ou en Russie. En particulier, 7 % anticipent un impact sévère.

L'impact sur l'activité des PME / TPE passerait davantage par :

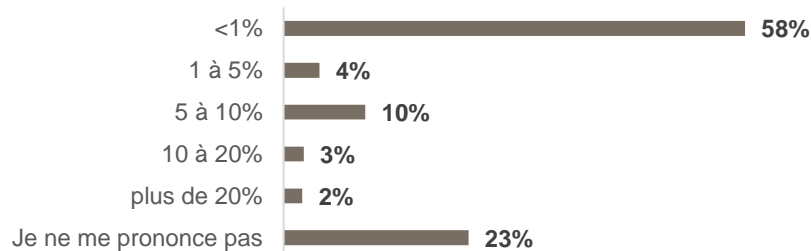
- la hausse des prix de l'énergie (79 %),
- la hausse des prix des intrants non-énergétiques (72 %),
- d'autres problèmes d'approvisionnement (délais de livraison, pénuries, coût du transport etc., 72 %).

Pour chacun de ces canaux, environ un tiers des dirigeants anticipent un impact important sur leur activité.

Au total, près de la moitié des dirigeants (49 %) prévoient que le conflit pénalisera fortement leur activité via l'un des 4 canaux mentionnés.

Concernant plus spécifiquement la hausse des prix énergétiques, **certaines PME / TPE sont particulièrement exposées via leur consommation de gaz naturel**, dont le prix a fortement augmenté (jusqu'à +155 % début mars, +22 % fin avril par rapport à son niveau d'avant conflit). **Celui-ci représente plus de 5 % des consommations intermédiaires pour 15 % des entreprises interrogées**, et même plus de 10 % pour 5 % d'entre elles.

Part du gaz dans les consommations intermédiaires



Base : Ensemble des PME

Source : Bpifrance Le Lab / Rexecode

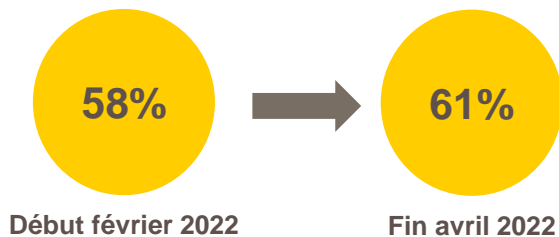
* Impact directement lié à la guerre en Ukraine et non aux conséquences de la crise sanitaire (en particulier s'agissant des difficultés d'approvisionnement et de la hausse des prix)

Difficultés d'approvisionnement et hausses de prix (2/5)

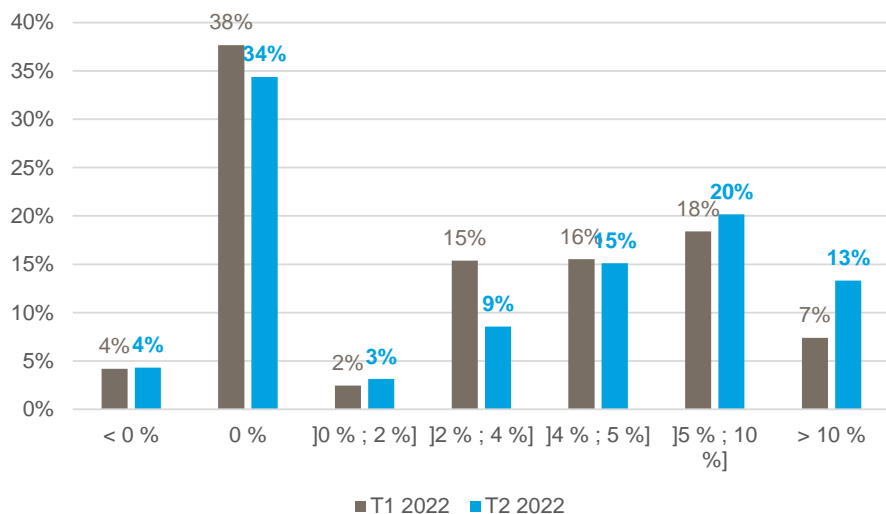


- En moyenne sur l'année 2022, diriez-vous que vos prix de vente seront, par rapport à vos prix moyens pratiqués en 2021 ?
En hausse de ... / Stables / En baisse de ...

Part des dirigeants prévoyant d'augmenter leurs prix de vente en 2022



Évolution des prix de vente prévue en 2022



Le conflit en Ukraine exacerbe les tensions sur les approvisionnements et les hausses de coûts subies par les entreprises.

Fin avril, 61 % des dirigeants prévoient d'augmenter leurs prix de vente en 2022, une proportion en hausse par rapport à début février (58 %). 34 % prévoient de maintenir leurs prix inchangés et 4 % de les baisser.

Les dirigeants qui rencontrent des difficultés d'approvisionnement sont deux fois plus nombreux en proportion à anticiper une hausse de leurs prix de vente en 2022 (71 % d'entre eux contre 35 % des dirigeants ne faisant pas face à des tensions sur leurs approvisionnements).

L'augmentation moyenne des prix anticipée pour cette année, qui tient compte des dirigeants ne prévoyant pas de hausse de leurs prix de vente, est beaucoup plus importante que celle attendue il y a 3 mois : **les prix de vente des PME / TPE augmenteraient de +5,2 % en moyenne en 2022* contre +3,8 % anticipé début février**. En particulier, 13 % des dirigeants anticipent une hausse de leurs prix de vente supérieure à 10 % contre 7 % il y a 3 mois.

↳ Dans l'industrie manufacturière, les dirigeants interrogés en avril par l'Insee* constataient une hausse de leurs prix de vente au cours des 3 derniers mois (+3,9 %) bien plus importante que celle qu'ils anticipaient en janvier pour cette période (+1,6 %). À +2,5 %, l'anticipation de l'évolution des prix de vente au cours des 3 prochains mois est la plus élevée depuis le début de la série en 1991.

Difficultés d'approvisionnement et hausses de prix (3/5)

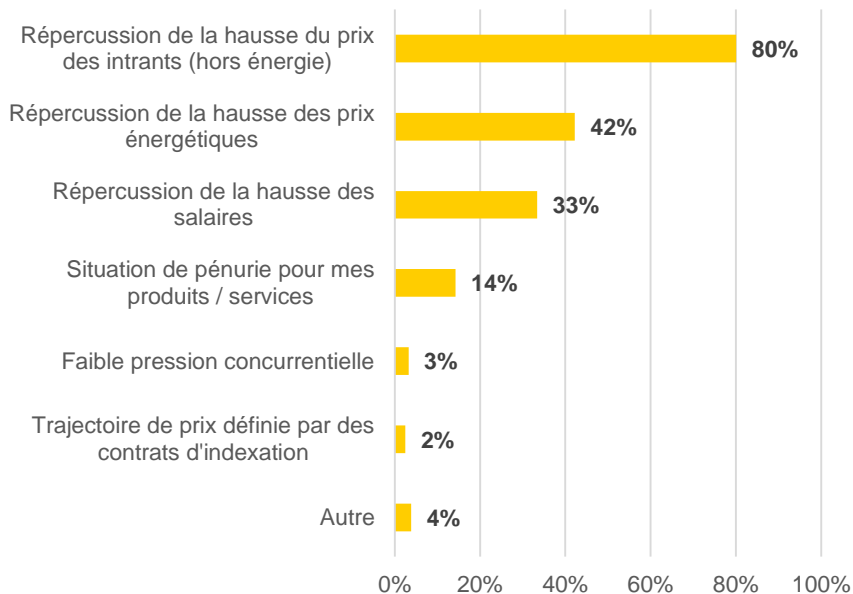


- Pour quelle(s) raison(s) principale(s) pensez-vous augmenter vos prix ?
- Pour quelle(s) raison(s) principale(s) pensez-vous ne pas augmenter vos prix ?

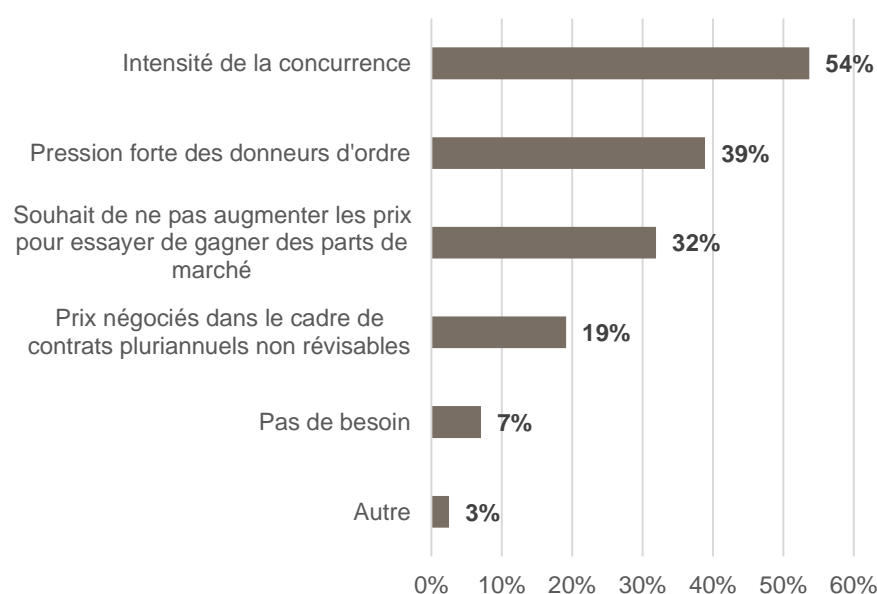
Les dirigeants qui prévoient d'augmenter leurs prix de vente le font avant tout en répercussion de la hausse des prix des intrants hors énergie (80 %) et/ou énergétiques (42 %). Un tiers des dirigeants comptent relever leurs prix en raison de l'augmentation salariale accordée. 14 % l'expliquent en partie par une situation de pénurie sur leurs produits.

Les dirigeants qui ne prévoient pas de hausse de leurs prix de vente cette année l'expliquent avant tout par l'intensité de la concurrence (évoquée par 54 % d'entre eux) et la forte pression exercée par leurs donneurs d'ordre (39 % d'entre eux). 32 % le font pour essayer de gagner des parts de marché.

Principales motivations de hausse des prix



Principales raisons de non augmentation / baisse des prix

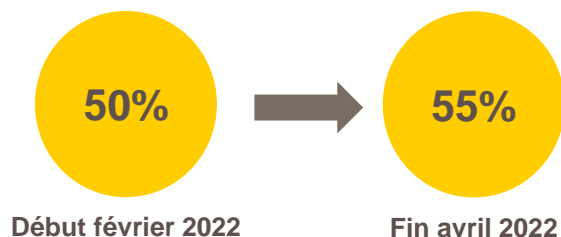


Difficultés d'approvisionnement et hausses de prix (4/5)



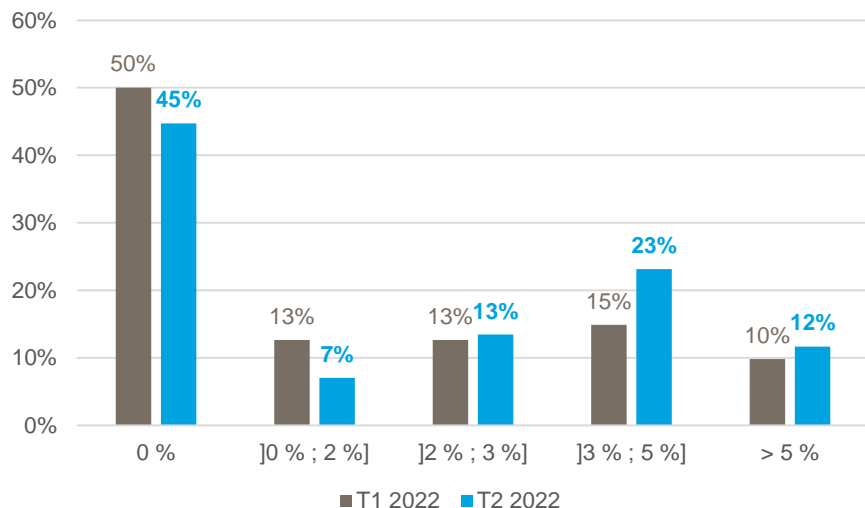
- Avez-vous ou envisagez-vous d'augmenter les salaires (hors primes, intéressement, etc.) de vos collaborateurs en 2022 ?
- Si oui, quelle sera approximativement l'augmentation moyenne de salaire que vous accorderez à vos collaborateurs en 2022 ?

Part des dirigeants prévoyant d'augmenter les salaires en 2022



55 % des dirigeants envisagent d'augmenter le salaire de leurs collaborateurs en 2022 soit davantage qu'il y a 3 mois (50%). Les PME d'au moins 10 salariés sont plus nombreuses à envisager d'augmenter les salaires cette année (72 % vs 52 % pour les TPE de 1 à 9 salariés).

Augmentation des salaires prévue en 2022



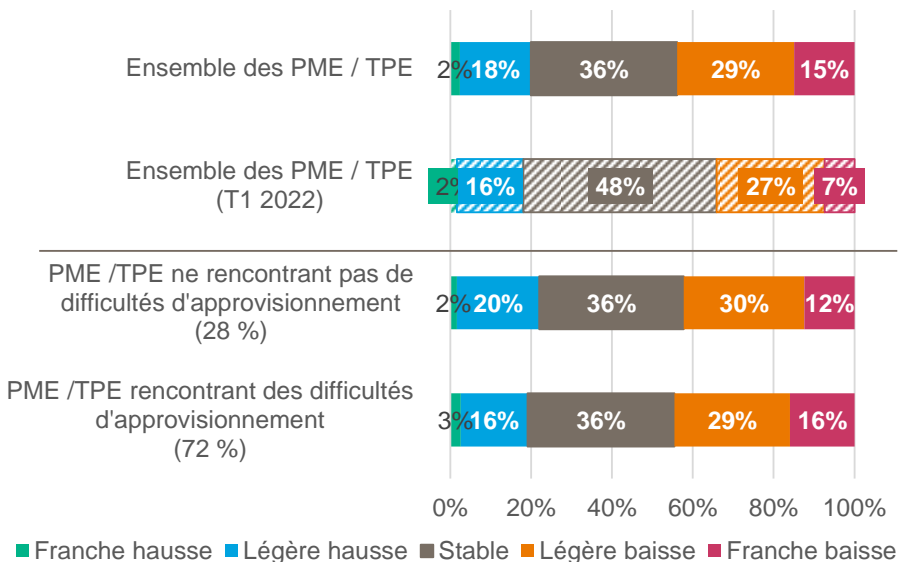
Au total, en prenant en compte les dirigeants ne prévoyant pas de hausse de salaires cette année, **l'augmentation salariale moyenne au sein des PME / TPE serait de +2,7 % en 2022***, soit davantage qu'anticipé en janvier dernier (+2,2 %). En particulier, 35 % des dirigeants prévoient des augmentations salariales pour 2022 supérieures à 3 %, soit 10 points de plus qu'il y a 3 mois.

Difficultés d'approvisionnement et hausses de prix (5/5)

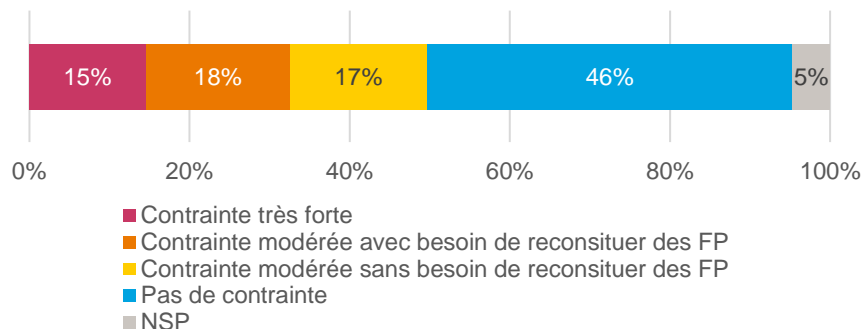


- Par rapport à 2021, quelle évolution de la marge nette de votre entreprise anticipez-vous en 2022 ?
- Estimez-vous que le niveau des fonds propres de votre entreprise exerce une contrainte pour aborder la phase de reprise en cours et les éventuels projets de développement ?

Évolution anticipée de la marge nette en 2022



Contrainte exercée par les fonds propres pour aborder la reprise



Depuis 3 mois, les dirigeants ont révisé à la hausse leurs anticipations d'augmentation salariale et encore davantage leurs anticipations de hausses de prix de vente pour 2022. Les hausses de prix anticipées dépassent les hausses de salaires prévues (+5,2 % en moyenne contre +2,9 %). Comme fin janvier, près des trois-quarts des dirigeants anticipent une évolution de leurs prix de vente supérieure (46 %) ou égale (26 %) à l'évolution anticipée des salaires de leurs collaborateurs en 2022.

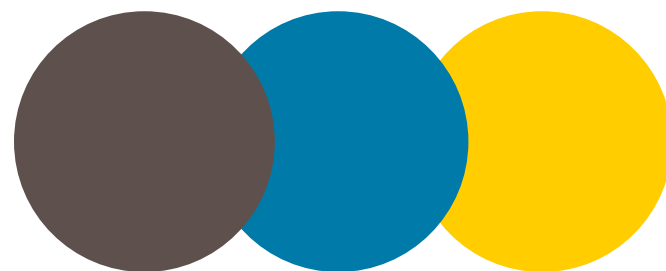
Néanmoins, face à la forte hausse des coûts hors salaires, **44 % des PME / TPE anticipent une dégradation de leur marge nette cette année** (29 % une légère baisse, 15 % une franche baisse), **une proportion en forte hausse depuis 3 mois** (+10 pts). 20 % des entreprises prévoient à l'inverse une amélioration de leur marge nette en 2022 et 36 % une stabilisation de celle-ci.

Les PME / TPE rencontrant des difficultés d'approvisionnement sont un peu plus nombreuses à anticiper une baisse de leur marge nette en 2022 (45 % contre 42 % chez celles ne subissant pas de difficultés d'approvisionnement).

Si près de la moitié des PME / TPE (46 %) jugent le niveau de leurs fonds propres suffisant, 15 % estiment à l'inverse qu'il exerce une contrainte forte pour aborder la reprise. **Près d'un tiers des PME / TPE fait face à un besoin de reconstitution de ses fonds propres.**

03.

Focus – Point sur le Prêt Garanti par l'État



Point sur le Prêt Garanti par l'État (1/2)

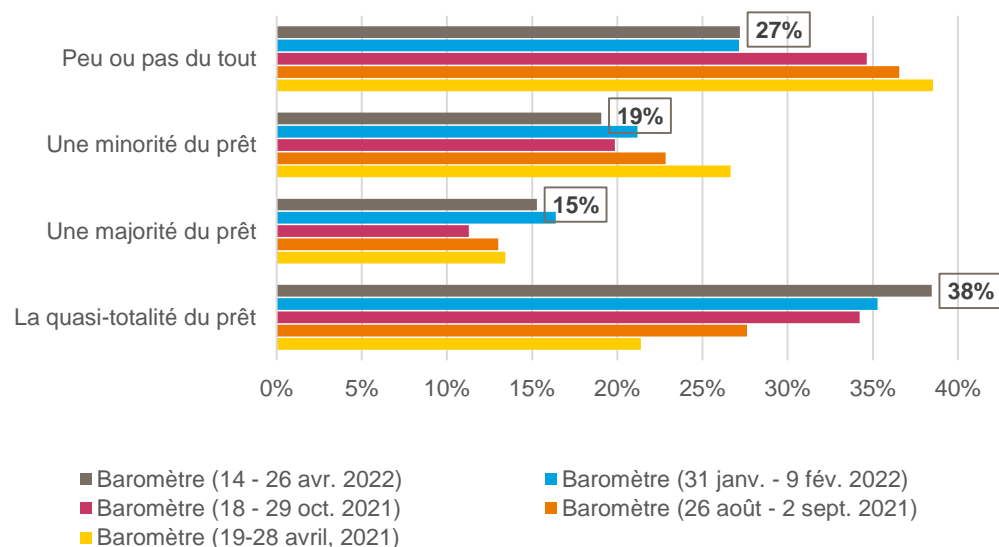


- Depuis le début de la crise de la pandémie, avez-vous sollicité ou comptez-vous solliciter le dispositif du Prêt Garanti par l'État (PGE) pour surmonter la crise ?
- Si vous avez obtenu un PGE, quel montant avez-vous déjà utilisé ?

Parmi les 59 % des PME / TPE répondantes ayant obtenu un Prêt Garanti par l'État, 54 % ont utilisé plus de la moitié du montant accordé (52 % il y a 3 mois), dont 38 % ont utilisé la quasi-totalité de leur prêt, une proportion logiquement en hausse continue (35 % il y a 3 mois).

19 % d'entre elles déclarent n'en avoir utilisé qu'une minorité et 27 % indiquent n'avoir que « peu ou pas du tout » utilisé le montant de leur PGE (une proportion stable sur le trimestre).

Montant du PGE utilisé



Base : PME ayant bénéficié d'un PGE
Source : Bpifrance Le Lab / Rexecode

Point sur le Prêt Garanti par l'État (2/2)



- Si vous avez obtenu un PGE, à quel moment envisagez-vous de le rembourser ?

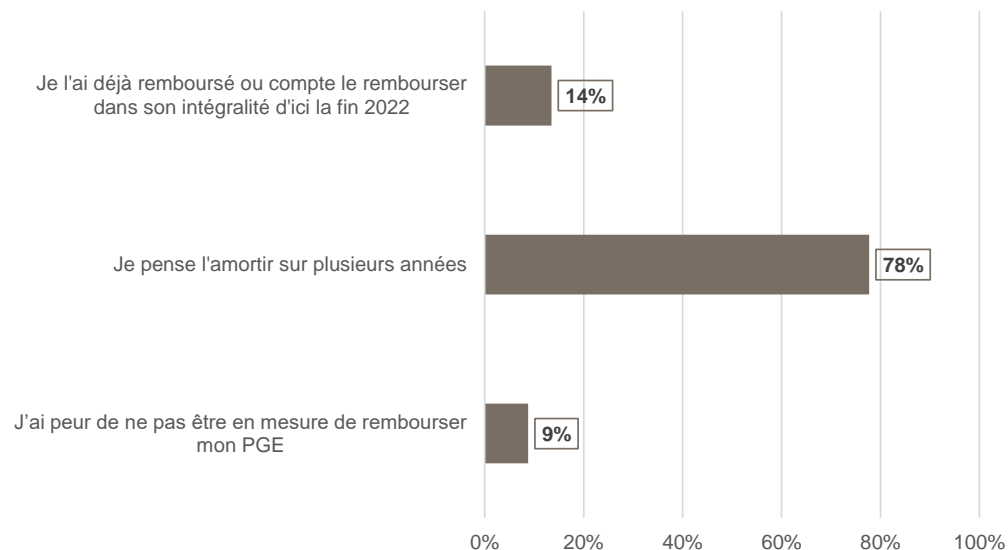
14 % des dirigeants interrogés et ayant obtenu un PGE l'ont déjà remboursé dans son intégralité ou comptent le rembourser intégralement d'ici la fin de cette année.

Une large majorité de dirigeants comptent l'amortir sur plusieurs années (78 % d'entre eux).

La proportion de dirigeants craignant de ne pas être en mesure de rembourser leur PGE se stabilise à 9 %.

🔗 A titre de comparaison, les résultats de l'enquête de conjoncture Bpifrance Le Lab*, basés sur un échantillon plus important, sont plus rassurantes, avec près de deux fois moins de dirigeants redoutant de ne pas pouvoir rembourser leur PGE (5 %). Ces résultats seront actualisés dans 2 mois.

Remboursement envisagé du PGE



Base : PME ayant bénéficié d'un PGE
Source : Bpifrance Le Lab / Rexecode

04.

Méthodologie



Interrogation par voie numérique de 2 158 dirigeants de PME/TPE du 14 au 26 avril 2022. L'analyse en première partie porte sur les 645 premières réponses jugées complètes et fiables reçues. L'analyse en seconde partie porte sur 641 PME/TPE, dont les réponses ont été redressées par taille d'effectif et secteur d'activité.

Champ : PME/TPE des secteurs marchands non agricoles, de 1 à moins de 250 salariés et réalisant moins de 50 M€ de chiffre d'affaires.

Le questionnaire récurrent (hors interrogation sur les difficultés d'approvisionnement et les hausses de prix dans le contexte de la guerre en Ukraine et sur le PGE) comporte **10 questions autour de trois axes.**

Trésorerie, délais de paiement,
financement court terme

Investissement, financement
de l'investissement

Freins
à la croissance

Définitions

Les indicateurs ou soldes d'opinion correspondent à des soldes de pourcentages d'opinions opposées :

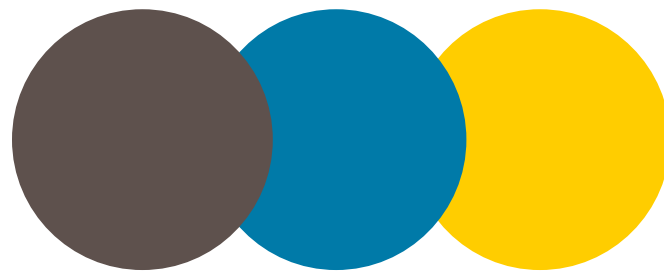
Indicateur en évolution = [(x % « en hausse ») – (y % « en baisse »)] X 100

Indicateur en niveau = [(x % « bon / aisé ») – (y % « mauvais / difficile »)] X 100

Les pourcentages d'opinion neutre (« stable » ou « normal »), qui font le complément des réponses à 100 %, ne sont donc pas pris en compte dans le calcul de ce type d'indicateur.

05.

**Au sujet de...
Bpifrance Le Lab et
Rexecode**





Rexecode

Bpifrance Le Lab est un laboratoire d'idées lancé en mars 2014 pour « faire le pont » entre le monde de la recherche et celui de l'entreprise.

Bpifrance Le Lab est un agitateur d'idées pour Bpifrance et les dirigeants d'entreprise, de la startup à l'ETI.

Bpifrance Le Lab décrypte les déterminants de la croissance et éclaire les chefs d'entreprise dans un monde de ruptures à la fois économiques, sociétales et environnementales, avec deux finalités :

- participer à l'amélioration des pratiques de financement et d'accompagnement de Bpifrance ;
- stimuler la réflexion stratégique des dirigeants et favoriser la croissance de leur entreprise.

Bpifrance Le Lab s'est doté de sa propre gouvernance, avec un conseil d'orientation composé de personnalités interdisciplinaires et présidé par Nicolas Dufourcq, Directeur général de Bpifrance.

Bpifrance Le Lab

Rexecode : l'analyse économique au service des entreprises et du débat de politique économique

Fondé en 1957, Rexecode est le premier centre de recherche macroéconomique français proche des entreprises.

Son financement est assuré par ses 60 adhérents ou clients (entreprises, institutions financières, organisations professionnelles...) issus de secteurs et domaines variés, garantissant l'indépendance des analyses de Rexecode.

L'équipe de Rexecode assure une double mission :

- Elle accompagne les entreprises dans la compréhension de leur environnement économique par la veille conjoncturelle et les prévisions macroéconomiques mondiales.
- Elle participe activement au débat de politique économique en France, notamment sur les moyens de renforcer la croissance et la compétitivité du système productif ainsi que sur les voies et moyens d'une transition énergétique compatible avec le développement de l'économie.

Rexecode